

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice
K. GEENS

La Ministre chargée de la Politique scientifique,
S. WILMES

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Nota

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54-3406/4

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 januari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Defensie,
D. REYNDERS

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister belast met Wetenschapsbeleid,
S. WILMES

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van Volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-3406/4

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/40406]

27 FEVRIER 2019. — Arrêté royal réglant certaines opérations en vue des élections simultanées pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté du 26 mai 2019

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, article 65, alinéa 2, ainsi que l'article 117 ;

Vu le Code électoral, article 105, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment la section 1bis du chapitre II, intitulée « Des élections » et faisant l'objet des articles 25 à 30bis, modifiés en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 et, en ce qui concerne l'élection du Parlement wallon, par le décret spécial du 11 mai 2018 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment la section 2 du chapitre II, intitulée « Des élections » et faisant l'objet des articles 13 à 21bis, modifiés en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 et par l'ordonnance spéciale du 19 avril 2018 ;

Vu la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand, notamment le titre IIIter, intitulé « Dispositions particulières organisant l'élection simultanée du Parlement, du Parlement européen et des Chambres législatives fédérales », modifié en dernier lieu par la loi du 21 mai 2018 ;

Vu la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment le chapitre V du Livre Ier, intitulé « Dispositions particulières organisant l'élection simultanée du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement européen et des Chambres législatives fédérales », modifié en dernier lieu par la loi du 21 mai 2018 ;

Vu la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, modifiée en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018 ;

Vu la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone, notamment le titre VIIIbis, intitulé « Dispositions particulières organisant l'élection simultanée du Parlement de la Communauté germanophone, du Parlement wallon, du Parlement européen et des Chambres législatives fédérales », modifié en dernier lieu par la loi du 21 mai 2018 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/40406]

27 FEBRUARI 2019. — Koninklijk besluit tot regeling van sommige kiesverrichtingen voor de gelijktijdige verkiezingen van het Europees Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlementen op 26 mei 2019

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, inzonderheid op artikel 65, tweede lid, en artikel 117 ;

Gelet op het Kieswetboek, artikel 105, laatst gewijzigd bij de wet van 19 april 2018 ;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name afdeling 1bis van hoofdstuk II, getiteld "Verkiezingen", die het voorwerp uitmaakt van de artikelen 25 tot 30bis, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 en, wat de verkiezing van het Waals Parlement betreft, bij het bijzonder decreet van 11 mei 2018 ;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, met name afdeling 2 van hoofdstuk II, getiteld "Verkiezingen" en die het voorwerp uitmaakt van de artikelen 13 tot 21bis, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 en bij de bijzondere ordonnantie van 19 april 2018 ;

Gelet op de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Brusselse leden van het Vlaams Parlement verkozen worden, met name titel IIIter, getiteld "Bijzondere bepalingen houdende de organisatie van de gelijktijdige verkiezingen van het Parlement, van het Europees Parlement en van de federale Wetgevende Kamers", laatst gewijzigd bij de wet van 21 mei 2018 ;

Gelet op de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, met name hoofdstuk V van Boek I, getiteld "Bijzondere bepalingen houdende de organisatie van de gelijktijdige verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Europees Parlement en de federale Wetgevende Kamers", laatst gewijzigd bij de wet van 21 mei 2018 ;

Gelet op de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, laatst gewijzigd bij de wet van 19 april 2018 ;

Gelet op de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, met name titel VIIIbis, getiteld "Bijzondere bepalingen houdende organisatie van de gelijktijdige verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, het Waals Parlement, het Europees Parlement en de federale Wetgevende Kamers", laatst gewijzigd bij de wet van 21 mei 2018 ;

Vu la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, modifiée en dernier lieu par la loi du 15 juillet 2018 ;

Vu la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen, modifiée en dernier lieu par la loi du 15 juillet 2018 ;

Vu la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, modifiée en dernier lieu par la loi du 25 novembre 2018 ;

Vu la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier, modifiée par la loi du 19 avril 2018 ;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1991 déterminant les modalités de l'assurance prévue par l'article 130 du Code électoral ;

Vu l'arrêté royal du 15 juin 2018 fixant la date de l'élection du Parlement européen ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996 ;

Vu l'urgence ;

Considérant que les dispositions légales prérappelées déterminent les opérations électorales en cas d'élections simultanées pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté ;

Considérant que les élections pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté sont fixées à la date du 26 mai 2019 ;

Considérant qu'eu égard à la brièveté des délais fixés par la législation électorale pour l'accomplissement des diverses opérations de l'élection, il s'indique de rappeler sans tarder les dates auxquelles elles doivent être effectuées, en prévision des élections à tenir le dimanche du 26 mai 2019 pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté ;

Considérant qu'il s'avère en outre nécessaire de fixer sans délai certaines modalités relatives à ces élections ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Les élections pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté sont fixées à la date du 26 mai 2019.

CHAPITRE II. — *Des candidatures et des bulletins*

Section 1^{ère}. — Election du Parlement européen

Art. 2. Les candidats à l'élection pour le Parlement européen doivent être présentés le vendredi 29 mars 2019, de 14 à 16 heures, ou le samedi 30 mars 2019, de 9 à 12 heures.

La présentation de candidats doit être signée :

- soit par cinq parlementaires belges qui, au Parlement fédéral, appartiennent au groupe linguistique correspondant à la langue mentionnée dans la déclaration d'appartenance linguistique des candidats ;
- soit pour le collège électoral français, par cinq mille électeurs au moins inscrits sur la liste des électeurs d'une commune de la circonscription électorale wallonne ou de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale, soit pour le collège électoral germanophone, par deux cents électeurs au moins inscrits sur la liste des électeurs d'une commune de la circonscription électorale germanophone, soit pour le collège électoral néerlandais, par cinq mille électeurs au moins inscrits sur la liste des électeurs d'une commune de la circonscription électorale flamande ou de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. Le président de chacun des trois bureaux principaux de collège pour l'élection du Parlement européen fait connaître, par un avis publié au plus tard le mardi 26 mars 2019, le lieu où il recevra le vendredi 29 mars 2019, de 14 à 16 heures, et le samedi 30 mars 2019, de 9 à 12 heures, les présentations de candidats.

Gelet op de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, laatst gewijzigd bij de wet van 15 juli 2018 ;

Gelet op de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement, laatst gewijzigd bij de wet van 15 juli 2018 ;

Gelet op de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, laatst gewijzigd bij de wet van 25 november 2018 ;

Gelet op de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk, gewijzigd bij de wet van 19 april 2018 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1991 tot bepaling van de regels van verzekering voorzien in artikel 130 van het Kieswetboek ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juni 2018 tot vastlegging van de datum van de verkiezing van het Europees Parlement ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996 ;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ;

Overwegende dat de voormelde wettelijke bepalingen de kiesverrichtingen bepalen in geval van gelijktijdige verkiezingen voor het Europees Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlementen ;

Overwegende dat de verkiezingen voor het Europees Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlementen vastgelegd zijn op op 26 mei 2019 ;

Overwegende dat het, gezien de korte termijnen die bepaald zijn door de kieswetgeving voor het uitvoeren van de verschillende kiesverrichtingen, aangewezen is om onverwijld de data te herhalen waarop zij uitgevoerd moeten worden, met het oog op de verkiezingen die gehouden zullen worden op zondag 26 mei 2019 voor het Europees Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlementen ;

Overwegende dat het bovendien nodig blijkt te zijn om onverwijld bepaalde modaliteiten betreffende die verkiezingen vast te stellen ;

Op de voordracht van Onze Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. De verkiezingen voor het Europees Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlementen zijn vastgelegd op 26 mei 2019.

HOOFDSTUK II. — *Kandidaatstellingen en stembiljetten*

Afdeling 1. — Verkiezing van het Europese Parlement

Art. 2. De kandidaten voor de verkiezing van het Europees Parlement moeten op vrijdag 29 maart 2019, van 14 tot 16 uur, of op zaterdag 30 maart 2019, van 9 tot 12 uur, voorgedragen worden.

De voordracht van de kandidaten moet worden ondertekend :

- hetzij door ten minste vijf Belgische parlementsleden die in het Parlement tot de taalgroep behoren die overeenstemt met de taal vermeld in de taalverklaring van de kandidaten ;
- hetzij voor het Nederlandse kiescollege door ten minste vijfduizend kiezers die ingeschreven zijn in de kiezerslijst van een gemeente van de Vlaamse kieskring of van de kieskring Brussel-Hoofdstad, hetzij voor het Franse kiescollege door ten minste vijfduizend kiezers die ingeschreven zijn in de kiezerslijst van een gemeente van de Waalse kieskring of van de kieskring Brussel-Hoofdstad, hetzij voor het Duitstalige kiescollege door ten minste tweehonderd kiezers die ingeschreven zijn in de kiezerslijst van een gemeente van het Duitstalige kiesgebied.

Art. 3. De voorzitter van elk van de drie collegehoofdbureaus voor de verkiezing van het Europees Parlement maakt, door middel van een uiterlijk op dinsdag 26 maart 2019 afgekondigd bericht, de plaats bekend waar hij op vrijdag 29 maart 2019, van 14 tot 16 uur, en op zaterdag 30 maart 2019, van 9 tot 12 uur, de kandidaatstellingen zal ontvangen.

L'avis rappellera les dispositions de l'article 21, §§ 4, 5 et 6, de l'article 21bis et de l'article 22 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et les dispositions de l'article 7 de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen.

Il signalera :

que dans l'acte d'acceptation de leurs candidatures, les candidats tant titulaires que suppléants doivent s'engager à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, à déclarer leurs dépenses électorales dans les quarante-cinq jours suivant la date des élections, à déclarer dans le même délai auprès du président du bureau principal de circonscription électorale ou auprès du président du bureau principal, selon le cas du collège français ou du collège néerlandais, l'origine des fonds qu'ils ont engagés pour couvrir ces dépenses, et en outre, à enregistrer l'identité des personnes physiques qui leur ont fait des dons de 125 euros et plus ainsi qu'à enregistrer l'identité des entreprises, des associations de fait et des personnes morales qui ont fait des sponsorings de 125 euros et plus utilisés par eux à des fins de propagande électorale.

Art. 4. Le président du bureau principal de canton C pour l'élection du Parlement européen publie au plus tard le samedi 11 mai 2019 un avis fixant le lieu où il recevra le mardi 21 mai 2019, entre 14 et 16 heures, les désignations de témoins pour les bureaux de vote et pour les bureaux de dépouillement C chargés du dépouillement des bulletins de l'élection du Parlement européen.

Art. 5. Le bureau principal de collège procède à l'arrêt provisoire de la liste des candidats le lundi 1^{er} avril 2019 à 16 heures.

Le président de ce bureau reçoit, le mardi 2 avril 2019, entre 13 et 15 heures, les réclamations motivées contre l'admission de certaines candidatures ainsi que les réclamations contre les déclarations d'appartenance linguistique formulées par des candidats présentés par des électeurs, et le jeudi 4 avril 2019, de 14 à 16 heures, les mémoires et les actes rectificatifs ou complémentaires.

Le bureau principal de collège se réunit le jeudi 4 avril 2019, à 16 heures, pour procéder à l'arrêt définitif des listes de candidats et pour formuler le bulletin de vote.

Toutefois, si appel est interjeté contre une décision du bureau qui soit concerne l'éligibilité d'un candidat, soit rejette une candidature pour non-respect des dispositions de l'article 7 de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen ou sur pied de l'article 121, alinéa 4, du Code électoral, y inséré, pour cette élection, par l'article 22, alinéa 2, 5^e, lettre b), de ladite loi, la décision définitive du bureau concernant la formation du bulletin de vote sera retardée jusqu'au lundi 15 avril 2019, à 18 heures, moment auquel le bureau principal de collège se réunira à nouveau pour prendre connaissance des décisions de la Cour d'appel ou du Conseil d'Etat.

Section 2. — Election de la Chambre des représentants

Art. 6. Les candidats à l'élection pour la Chambre des représentants doivent être présentés le vendredi 29 mars 2019, de 14 à 16 heures, ou le samedi 30 mars 2019, de 9 à 12 heures.

Pour l'élection de la Chambre des Représentants, la présentation doit être signée soit par cinq cents électeurs au moins dans les circonscriptions électorales de Bruxelles-Capitale, d'Anvers, de Flandre orientale, de Hainaut, de Flandre occidentale, du Brabant flamand et de Liège, par quatre cents électeurs au moins dans la circonscription électorale de Limbourg, par deux cents électeurs au moins dans les circonscriptions électorales du Brabant wallon, de Namur et du Luxembourg, soit par trois membres sortants au moins. Les électeurs signataires visés à la phrase précédente doivent être électeurs de la circonscription pour laquelle ils signent la présentation de candidats.

Pour l'élection de la Chambre des représentants, l'acte de présentation est remis au président du bureau principal de la circonscription électorale.

Art. 7. Le président du bureau principal de la circonscription électorale pour l'élection de la Chambre des représentants fait connaître par un avis publié au plus tard le mardi 26 mars 2019 le lieu où ils recevront le vendredi 29 mars 2019, de 14 à 16 heures, et le samedi 30 mars 2019, de 9 à 12 heures, les présentations de candidats, conformément à l'article 115 du Code électoral.

In het bericht dient herinnerd te worden aan de bepalingen van artikel 21, §§ 4, 5 en 6, artikel 21bis en artikel 22 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement en de bepalingen van artikel 7 van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement.

Er moet op gewezen worden:

dat zowel de kandidaat-titularissen als de kandidaat-opvolgers zich er in hun akte van bewilling van hun kandidaatstellingen moeten toe verbinden de wettelijke bepalingen inzake de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven na te leven, hun verkiezingsuitgaven binnen vijftien dagen na de datum van de verkiezingen aan te geven, binnen dezelfde termijn de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken, aan te geven bij de voorzitter van het kieskringhoofdbureau of bij de voorzitter van het collegehoofdbureau van, naar gelang van het geval, het Nederlandse kiescollege of het Franse kiescollege, en daarnaast de identiteit te registreren van de natuurlijke personen die hen giften van 125 euro en meer gedaan hebben, alsook de identiteit van de ondernemingen, de feitelijke verenigingen en de rechtspersonen die sponsoringen van 125 euro en meer hebben gedaan, die door hen gebruikt worden voor verkiezingspropaganda.

Art. 4. De voorzitter van het kantonhoofdbureau C voor de verkiezing van het Europees Parlement maakt, door middel van een uiterlijk op zaterdag 11 mei 2019 afgekondigd bericht, de plaats bekend waar hij op dinsdag 21 mei 2019, van 14 tot 16 uur, de aanwijzingen van de getuigen voor de stembureaus en voor de stemopnemingsbureaus C die belast zijn met het opnemen van de stembiljetten van de verkiezing van het Europees Parlement, in ontvangst zal nemen.

Art. 5. Het collegehoofdbureau sluit de kandidatenlijst voorlopig af op maandag 1 april 2019 om 16 uur.

De voorzitter van dat bureau ontvangt op dinsdag 2 april 2019, tussen 13 en 15 uur, de met redenen omklede bezwaarschriften tegen de aanvaarding van bepaalde candidaturen en de bezwaarschriften tegen de verklaringen inzake taalaanhorigheid die kandidaten die door de kiezers voorgedragen zijn, gedaan hebben, en op donderdag 4 april 2019, tussen 14 en 16 uur, de memories en verbeterings- of aanvullingsakten.

Het collegehoofdbureau komt op donderdag 4 april 2019 om 16 uur bijeen, om de kandidatenlijsten definitief vast te stellen en het stembiljet op te maken.

Indien er echter beroep aangetekend wordt tegen een beslissing van het bureau die ofwel betrekking heeft op de verkiesbaarheid van een kandidaat, ofwel een kandidatuur verwerpt omwille van de niet-naleving van de bepalingen van artikel 7 van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement, of op basis van artikel 121, vierde lid, van het Kieswetboek, daarin ingevoegd voor die verkiezing bij artikel 22, tweede lid, 5^e, lettera b), van die wet, wordt de definitieve beslissing van het bureau betreffende het opmaken van het stembiljet verdaagd tot maandag 15 april 2019 om 18 uur, het tijdstip waarop het collegehoofdbureau opnieuw bijeenkomt om kennis te nemen van de beslissingen van het Hof van Beroep of de Raad van State.

Afdeling 2. — Verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers

Art. 6. De kandidaten voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers moeten op vrijdag 29 maart 2019, van 14 tot 16 uur, of op zaterdag 30 maart 2019, van 9 tot 12 uur, voorgedragen worden.

Voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers moet de voordracht ondertekend worden hetzij door ten minste vijfhonderd kiezers in de kieskringen Brussel-Hoofdstad, Antwerpen, Oost-Vlaanderen, Henegouwen, West-Vlaanderen, Vlaams-Brabant en Luik, ten minste vierhonderd kiezers in de kieskring Limburg, ten minste tweehonderd kiezers in de kieskringen Namen, Luxemburg en Waals-Brabant, hetzij door ten minste drie aftredende leden. De in de vorige zin bedoelde ondertekende kiezers moeten kiezers zijn van de kieskring waarvoor zij de kandidaatstelling ondertekenen.

Voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt de akte van voordracht overhandigd aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring.

Art. 7. De voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers laat via een bericht dat uiterlijk op dinsdag 26 maart 2019 wordt bekendgemaakt, weten waar zij op vrijdag 29 maart 2019, van 14 tot 16 uur, en op zaterdag 30 maart 2019, van 9 tot 12 uur, de voordrachten van kandidaten in ontvangst zullen nemen, overeenkomstig artikel 115 van het Kieswetboek.

L'avis rappellera les dispositions de l'article 117, de l'article 117bis, de l'article 118, alinéas 1^{er} à 6 et alinéa 9, de l'article 119, alinéas 1^{er} à 3, et des articles 121 et 124 de ce Code.

Il signalera :

1° que dans l'acte d'acceptation de leurs candidatures, les candidats tant titulaires que suppléants doivent s'engager à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, à déclarer leurs dépenses électorales dans les quarante-cinq jours suivant la date des élections, à déclarer dans le même délai auprès du président du bureau principal de circonscription pour l'élection de la Chambre des représentants l'origine des fonds qu'ils ont engagés pour couvrir ces dépenses, et en outre, à enregistrer l'identité des personnes physiques qui leur ont fait des dons de 125 euros et plus ainsi qu'à enregistrer l'identité des entreprises, des associations de fait et des personnes morales qui ont fait des sponsorings de 125 euros et plus utilisés par eux à des fins de propagande électorale ;

2° que si les candidats pour l'élection de la Chambre des représentants désirent solliciter l'attribution à leur liste du même sigle ou logo protégé et du même numéro d'ordre que ceux conférés par tirage au sort par le Ministre de l'Intérieur le 22 mars 2019, ils doivent le déclarer dans l'acte d'acceptation de leurs candidatures et joindre audit acte l'attestation prévue par cette disposition ;

3° que si les candidats pour l'élection de la Chambre des représentants désirent solliciter l'attribution à leur liste du même numéro d'ordre que celui conféré pour l'élection du Parlement européen par tirage au sort par le président du bureau principal de collège français, néerlandais ou germanophone, ils doivent le déclarer dans l'acte d'acceptation de leurs candidatures et joindre audit acte l'attestation prévue par cette disposition.

Art. 8. Le président du bureau principal de canton A publiera au plus tard le samedi 11 mai 2019, conformément à l'article 115 du Code électoral, un avis fixant le lieu où il recevra le mardi 21 mai 2019, entre 14 et 16 heures, les désignations de témoins pour les bureaux de dépouillement A chargés de dépouiller les bulletins de l'élection de la Chambre des représentants.

Art. 9. Le bureau principal de la circonscription électorale A pour l'élection de la Chambre des représentants procède à l'arrêt provisoire de la liste des candidats le lundi 1^{er} avril 2019 à 16 heures.

Les présidents des bureaux visés à l'alinéa précédent recevront le mardi 2 avril 2019, entre 13 et 15 heures, les réclamations motivées contre l'admission de certaines candidatures et le jeudi 4 avril 2019, de 14 à 16 heures, les mémoires et les actes rectificatifs ou complémentaires, visés à l'article 123 du Code électoral.

Le bureau principal de la circonscription électorale pour l'élection de la Chambre des représentants se réunit le jeudi 4 avril 2019, à 16 heures, pour procéder à l'arrêt définitif des listes de candidats.

Toutefois, si appel est interjeté contre une décision du bureau qui soit concerne l'éligibilité d'un candidat, soit rejette une candidature sur pied de l'article 119ter du même Code, la décision définitive concernant la formation du bulletin de vote sera, pour la Chambre en cause, retardée jusqu'au lundi 15 avril 2019, à 18 heures, moment auquel le bureau principal de circonscription pour la Chambre des représentants se réunira à nouveau pour prendre connaissance des décisions de la Cour d'appel.

Art. 10. Il est procédé, au sein de chaque bureau principal de circonscription pour l'élection de la Chambre des représentants, à l'arrêt du bulletin de vote pour l'élection de cette assemblée.

Le bureau tient compte à cet effet de l'ordre des numéros attribués par le tirage au sort visé à l'article 115ter, § 2, alinéa 1^{er}, du Code électoral.

Les listes de candidats qui ont demandé de pouvoir utiliser le même numéro d'ordre que celui conféré à une liste déposée pour l'élection du Parlement européen, conformément à l'article 115ter, § 2, alinéa 3, du Code électoral, se voient attribuer ledit numéro d'ordre, sur le vu de l'attestation requise à cet effet.

Le président du bureau principal de circonscription pour l'élection de la Chambre des représentants attribue ensuite le vendredi 5 avril 2019, à 10h, par tirage au sort, en commençant par les listes complètes, un numéro d'ordre aux listes qui n'en sont pas encore pourvues à ce moment, ce tirage au sort complémentaire s'effectuant entre les

In het bericht moet worden herinnerd aan de bepalingen van artikel 117, artikel 117bis, artikel 118, eerste tot zesde lid en negende lid, artikel 119, eerste tot derde lid, en van de artikelen 121 en 124 van dat Wetboek.

Er moet op gewezen worden:

1° dat zowel de kandidaat-titularissen als de kandidaat-opvolgers zich er in hun akte van bewilliging van hun kandidaatstellingen moeten toe verbinden de wettelijke bepalingen inzake de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven na te leven, hun verkiezingsuitgaven binnen vijfenveertig dagen na de datum van de verkiezingen aan te geven, binnen dezelfde termijn de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken, aan te geven bij de voorzitter van het kieskringhoofdbureau voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, en bovendien de identiteit te registreren van de natuurlijke personen die hen giften van 125 euro en meer gedaan hebben, alsook de identiteit van de ondernemingen, de feitelijke verenigingen en de rechtspersonen die sponsoringen van 125 euro en meer hebben gedaan, die door hen gebruikt worden voor verkiezingspropaganda;

2° dat als de kandidaten voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers vragen dat aan hun lijst hetzelfde beschermde letterwoord of logo en hetzelfde volgnummer worden toegekend als die welke door de Minister van Binnenlandse Zaken op 22 maart 2019 via loting verleend zijn, zij dit moeten verklaren in de akte van bewilliging van hun kandidaatstelling;

3° dat als de kandidaten voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers vragen dat aan hun lijst hetzelfde volgnummer wordt toegekend als dat welk voor de verkiezing van het Europees Parlement via loting verleend werd door de voorzitter van het Nederlandse, Franse of Duitstalige collegehoofdbureau, zij dit moeten verklaren in de akte van bewilliging van hun kandidaatstelling en dat zij het in deze bepaling bedoelde attest moeten bijvoegen bij die akte van bewilliging.

Art. 8. De voorzitter van het kantonhoofdbureau maakt uiterlijk op zaterdag 11 mei 2019, overeenkomstig artikel 115 van het Kieswetboek, een bericht bekend waarin de plaats wordt bepaald waar hij op dinsdag 21 mei 2019, van 14 tot 16 uur, de aanvijzingen van getuigen in ontvangst zal nemen voor de stemopnemingsbureaus A die er mee belast zijn de stembiljetten voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers op te nemen.

Art. 9. Het kieskringhoofdbureau A voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers stelt de kandidatenlijst voorlopig vast op maandag 1 april 2019 om 16 uur.

De voorzitters van de in het vorige lid bedoelde bureaus nemen op dinsdag 2 april 2019, tussen 13 en 15 uur, de met redenen omklede bezwaarschriften tegen de aanvaarding van bepaalde kandidaturen in ontvangst en op donderdag 4 april 2019, van 14 tot 16 uur, de memories en verbeterings- of aanvullingsakten bedoeld in artikel 123 van het Kieswetboek.

Het kieskringhoofdbureau voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers komt bijeen op donderdag 4 april 2019 om 16 uur, om de kandidatenlijsten definitief vast te stellen.

Indien er echter beroep aangetekend wordt tegen een beslissing van het bureau die ofwel betrekking heeft op de verkiesbaarheid van een kandidaat, ofwel een kandidatuur verworpt op basis van artikel 119ter van hetzelfde Wetboek, wordt de definitieve beslissing betreffende het opmaken van het stembiljet voor de betrokken Kamer verdaagd tot maandag 15 april 2019 om 18 uur, het tijdstip waarop het kieskringhoofdbureau voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers opnieuw bijeenkomt om kennis te nemen van de beslissingen van het Hof van Beroep.

Art. 10. Er wordt in elk kieskringhoofdbureau voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers overgegaan tot de vaststelling van het stembiljet voor de verkiezing van die vergadering.

Het bureau houdt hiervoor rekening met de volgorde van de nummers die toegekend zijn bij de loting vermeld in artikel 115ter, § 2, eerste lid, van het Kieswetboek.

Aan de kandidatenlijsten die gevraagd hebben om hetzelfde volgnummer te mogen gebruiken als dat welk toegekend is aan een lijst die ingediend is voor de verkiezing van het Europees Parlement, overeenkomstig artikel 115ter, § 2, derde lid, van het Kieswetboek, wordt dat volgnummer toegekend, op basis van het daartoe vereiste attest.

De voorzitter van het kieskringhoofdbureau voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers kent vervolgens op vrijdag 5 april 2019, bij loting, beginnende met de volledige lijsten, een volgnummer toe aan de lijsten die er op dat moment nog geen gekregen hebben, waarbij die bijkomende loting gebeurt tussen de nummers die

numéros qui suivent immédiatement le numéro le plus élevé attribué par le bureau principal de collège à Eupen pour l'élection du Parlement européen.

Section 3. — Election du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, des membres bruxellois du Parlement flamand et du Parlement de la Communauté germanophone

Art. 11. Les candidatures à l'élection pour le Parlement wallon, le Parlement flamand, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, les membres bruxellois du Parlement flamand et le Parlement de la Communauté germanophone devront être présentées le vendredi 29 mars 2019, de 14 à 16 heures ou le samedi 30 mars 2019, de 9 à 12 heures.

La présentation doit être signée :

1° pour le Parlement wallon et le Parlement flamand, soit par cinquante électeurs au moins dans les circonscriptions électorales d'Anvers, du Brabant flamand, de Flandre occidentale et de Flandre orientale, par quatre cents électeurs au moins dans les circonscriptions électorales de Charleroi-Thuin, de Liège et de Limbourg, par deux cents électeurs au moins dans les autres circonscriptions électorales, soit par deux membres sortants au moins du Parlement concerné ;

2° pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et pour les membres bruxellois du Parlement flamand, soit par au moins cinquante électeurs pour le Parlement appartenant au même groupe linguistique que les candidats présentés, soit par au moins un membre du Parlement sortant appartenant au même groupe linguistique que les candidats présentés ;

3° pour le Parlement de la Communauté germanophone, soit par cent électeurs au moins de la circonscription, soit par deux membres sortants au moins du Parlement.

L'acte de présentation est remis entre les mains du président du bureau principal de la circonscription électorale ou du bureau régional pour l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand.

Art. 12. Le président du bureau principal de la circonscription ou du bureau régional fait connaître par un avis publié au plus tard le mardi 26 mars 2019, le lieu où il recevra le vendredi 29 mars 2019 de 14 à 16 heures et le samedi 30 mars 2019, de 9 à 12 heures, les présentations de candidats.

L'avis rappellera les dispositions :

1° pour l'élection du Parlement wallon et du Parlement flamand, de l'article 14 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et des articles 28 et 28bis de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ;

2° pour l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand, de l'article 11 de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand ainsi que des articles 16bis et 17 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ;

3° pour l'élection du Parlement de la Communauté germanophone, des articles 22, 22bis et 23 de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone.

L'avis signalera en outre :

1° que dans l'acte d'acceptation de leurs candidatures, les candidats tant titulaires que s'il échet, suppléants, doivent s'engager à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, à déclarer leurs dépenses électorales dans les quarante-cinq jours suivant la date des élections, à déclarer dans le même délai l'origine des fonds qu'ils ont engagés pour couvrir ces dépenses, et en outre, à enregistrer l'identité des personnes physiques qui leur ont fait des dons de 125 euros et plus ainsi qu'à enregistrer l'identité des entreprises, des associations de fait et des personnes morales qui ont fait des sponsorings de 125 euros et plus utilisés par eux à des fins de propagande électorale ;

2° que si les candidats désirent solliciter l'attribution à leur liste du même numéro d'ordre que celui conféré pour l'élection du Parlement européen par tirage au sort par le président du bureau principal de collège français, néerlandais ou germanophone, ils doivent le déclarer dans l'acte d'acceptation de leurs candidatures et joindre audit acte l'attestation prévue par cette disposition ;

onmiddellijk volgen op het hoogste toegekende nummer in het Collegehoofdbureau te Eupen voor de verkiezing van het Europees Parlement.

Afdeling 3. — Verkiezing van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Brusselse leden van het Vlaams Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap

Art. 11. De kandidaatstellingen voor de verkiezing van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Brusselse leden van het Vlaams Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, moeten uiterlijk op vrijdag 29 maart 2019, van 14 tot 16 uur, of op zaterdag 30 maart 2019, van 9 tot 12 uur, voorgedragen worden.

De voordracht moet worden ondertekend:

1° voor het Vlaams Parlement en het Waals Parlement hetzij door ten minste vijfhonderd kiezers in de kieskringen Antwerpen, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Vlaams Brabant, ten minste vierhonderd kiezers in de kieskringen Charleroi-Thuin, Luik, en Limburg, ten minste tweehonderd kiezers in de andere kieskringen, hetzij door ten minste twee aftredende leden van het betrokken Parlement;

2° voor het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Brusselse leden van het Vlaams Parlement, hetzij door ten minste vijfhonderd kiezers voor het Parlement die tot dezelfde taalgroep behoren als de voorgedragen kandidaten, hetzij door ten minste een aftredend Parlements lid dat tot dezelfde taalgroep als de voorgedragen kandidaten behoort;

3° voor het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, hetzij door ten minste honderd kiezers van de kieskring, hetzij door ten minste twee aftredende leden van het Parlement.

De akte van voordracht wordt aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring of van het gewestbureau voor de verkiezing van het Vlaams Hoofdstedelijk Parlement en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement overhandigd.

Art. 12. De voorzitter van het kieskringhoofdbureau of van het gewestbureau laat, door middel van een bericht dat uiterlijk op dinsdag 26 maart 2019 wordt bekendgemaakt, weten waar hij op vrijdag 29 maart 2019 en op zaterdag 30 maart 2019, van 9 tot 12 uur, de voordrachten van kandidaten in ontvangst zal nemen.

In het bericht moet worden herinnerd aan de bepalingen:

1° voor de verkiezing van het Vlaams Parlement en het Waals Parlement, van het artikel 14 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, en van de artikelen 28 en 28bis van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

2° voor de verkiezing van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement, van het artikel 11 van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Brusselse leden van het Vlaams Parlement verkozen worden, en van de artikelen 16bis en 17 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

3° voor de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, van de artikelen 22, 22bis en 23 van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen.

Er moet bovendien in het bericht op worden gewezen:

1° dat zowel de kandidaat-titularissen als, in voorkomend geval, de kandidaat-opvolgers zich er in de akte van bewilliging van hun kandidaatstellingen toe moeten verbinden de wettelijke bepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven, hun verkiezingsuitgaven binnen vijftienveertig dagen na de datum van de verkiezingen aan te geven, binnen dezelfde termijn de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken, aan te geven, en bovendien de identiteit van de natuurlijke personen die hen giften van 125 euro en meer gedaan hebben, alsook de identiteit van de ondernemingen, de feitelijke verenigingen en de rechtspersonen die sponsoringen van 125 euro en meer hebben gedaan, die zij gebruikt hebben voor verkiezingspropaganda, te registreren;

2° dat, als de kandidaten de toekenning aan hun lijst wensen te vragen van hetzelfde volgnummer als dat welk voor de verkiezing van het Europees Parlement via loting verleend werd door de voorzitter van het Nederlandse, Franse of Duitstalige collegehoofdbureau, zij dit moeten verklaren in de akte van bewilliging van hun kandidaatstelling en dat zij het in deze bepaling bedoelde attest moeten bijvoegen bij die akte van bewilliging;

3° que si les candidats désirent solliciter l'attribution à leur liste du même numéro d'ordre que celui conféré pour l'élection de la Chambre des représentants par tirage au sort par le président du bureau principal de circonscription située dans la même province, ils doivent le déclarer dans l'acte d'acceptation de leurs candidatures et joindre audit acte l'attestation prévue par cette disposition ;

4° que si les candidats à l'élection du Parlement de la Communauté germanophone désirent solliciter l'attribution à leur liste du même numéro d'ordre que celui conféré pour l'élection du Parlement wallon par tirage au sort par le président du bureau principal de circonscription de Verviers, ils doivent le déclarer dans l'acte d'acceptation de leurs candidatures et joindre audit acte l'attestation prévue par cette disposition ;

5° que, s'agissant de l'élection du Parlement wallon, si les candidats souhaitent déclarer former groupe au point de vue de la répartition des sièges et introduire à cet effet une déclaration de groupement, conformément à l'article 28^{quater} de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, le jeudi 9 mai 2019 de 14 à 16 heures, entre les mains du président du bureau principal de la circonscription électorale siégeant au chef-lieu de la province, ils doivent s'être réservé la faculté d'user de ce droit que leur confère l'article 28^{quater} précité dans l'acte d'acceptation de leurs candidatures et l'acte de présentation doit les y autoriser expressément, conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

Le président du bureau régional pour l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale reçoit les déclarations de groupement pour cette élection le jeudi 11 avril 2019 entre 14 et 16 heures à l'endroit précisé dans l'avis, conformément à l'article 16^{bis}, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Art. 13. Le président du bureau principal de canton B publiera au plus tard le samedi 11 mai 2019 un avis fixant le lieu où il recevra le mardi 21 mai 2019, entre 14 et 16 heures, les désignations de témoins pour les bureaux de dépouillement B chargés de dépouiller les bulletins de l'élection du Parlement wallon et du Parlement flamand.

Art. 14. Le bureau principal de la circonscription électorale ou le bureau régional procédera à l'arrêt provisoire de la liste des candidats le lundi 1^{er} avril 2019 à 16 heures.

Le président du bureau principal de la circonscription électorale ou du bureau régional recevra le mardi 2 avril 2019, entre 13 et 15 heures, les réclamations motivées contre l'admission de certaines candidatures ainsi que, s'agissant de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand, les réclamations introduites contre l'appartenance linguistique d'un ou plusieurs électeurs présentant un autre candidat du même groupe linguistique que celui auquel appartient le candidat réclamant, et le jeudi 4 avril 2019, de 14 à 16 heures, les mémoires et les actes rectificatifs ou complémentaires.

Le bureau principal de la circonscription se réunira le jeudi 4 avril 2019, à 16 heures, pour procéder à l'arrêt définitif de la liste des candidats.

Il est procédé, au sein de chaque bureau principal de circonscription, à l'arrêt du bulletin de vote.

Le bureau tient compte à cet effet de l'ordre des numéros attribués par le tirage au sort visé à l'article 115^{ter}, § 2, alinéa 1^{er}, du Code électoral.

Les listes de candidats qui ont demandé de pouvoir utiliser le même numéro d'ordre que celui conféré à une liste déposée pour l'élection du Parlement européen, se voient attribuer ledit numéro d'ordre, sur le vu de l'attestation requise à cet effet.

Les listes de candidats qui ont demandé de pouvoir utiliser le même numéro d'ordre que celui conféré à une liste déposée pour l'élection de la Chambre des représentants, se voient attribuer ledit numéro d'ordre, sur le vu de l'attestation requise à cet effet.

Les listes de candidats à l'élection du Parlement de la Communauté germanophone qui ont demandé de pouvoir utiliser le même numéro d'ordre que celui conféré à une liste déposée pour l'élection du Parlement wallon dans la circonscription de Verviers, se voient attribuer ledit numéro d'ordre, sur le vu de l'attestation requise à cet effet.

3° dat, als de kandidaten de toekenning aan hun lijst wensen te vragen van hetzelfde volgnummer als dat welk voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers via loting verleend werd door de voorzitter van het in dezelfde provincie gelegen kieskringhoofdbureau, zij dit moeten verklaren in de akte van bewilliging van hun kandidaatstelling en dat zij het in deze bepaling bedoelde attest moeten bijvoegen bij die akte van bewilliging;

4° dat, als de kandidaten voor de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap de toekenning aan hun lijst wensen te vragen van hetzelfde volgnummer als dat welk voor de verkiezing van het Waals Parlement via loting verleend werd door de voorzitter van het kieskringhoofdbureau van Verviers, zij dit moeten verklaren in de akte van bewilliging van hun kandidaatstelling en dat zij het in deze bepaling bedoelde attest moeten bijvoegen bij die akte van bewilliging;

5° dat, als de kandidaten voor de verkiezing van het Waals Parlement een lijstenverbinding wensen aan te gaan voor de zetelverdeling en daartoe een verklaring van lijstenverbinding indienen, overeenkomstig artikel 28^{quater} van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, op donderdag 9 mei 2019, van 14 tot 16 uur, bij de voorzitter van het kieskringhoofdbureau die zetelt in de hoofdplaats van de provincie, zij zich in de akte van bewilliging van hun kandidaatstelling de mogelijkheid hebben moeten voorbehouden om gebruik te maken van dit recht, dat hun wordt verleend door het voormelde artikel 28^{quater}, en dat zij daar in de akte van voordracht uitdrukkelijk toe gemachtigd worden, overeenkomstig de bepalingen van artikel 24 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur.

De voorzitter van het gewestbureau voor de verkiezing van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement ontvangt de verklaringen van lijstenverbinding voor deze verkiezing op donderdag 11 april 2019 tussen 14 en 16 uur, op de vermelde plaats in het bericht, overeenkomstig artikel 16^{bis}, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Art. 13. De voorzitter van het kantonhoofdbureau B maakt uiterlijk op zaterdag 11 mei 2019, een bericht bekend waarin de plaats wordt bepaald waar hij op dinsdag 21 mei 2019, van 14 tot 16 uur, de aanwijzingen van getuigen in ontvangst zal nemen voor de stemopnemingsbureaus B die ermee belast zijn de stembiljetten voor de verkiezing van het Vlaams Parlement en van het Waals Parlement op te nemen.

Art. 14. Het kieskringhoofdbureau of het gewestbureau stelt de kandidatenlijst voorlopig vast op maandag 1 april 2019 om 16 uur.

De voorzitter van het kieskringhoofdbureau of van het gewestbureau neemt op dinsdag 2 april 2019, tussen 13 en 15 uur, de met redenen omklede bezwaarschriften tegen de aanvaarding van bepaalde kandidaturen evenals, wanneer het gaat om de verkiezing van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement, de bezwaarschriften ingediend tegen de taalaanhorigheid van een of meer kiezers die een andere kandidaat van dezelfde taalgroep voordragen als die waartoe de eisende kandidaat behoort, in ontvangst en op donderdag 4 april 2019, van 14 tot 16 uur, de memories en verbeterings- of aanvullingsakten.

Het kieskringhoofdbureau komt bijeen op donderdag 4 april 2019 om 16 uur, om de kandidatenlijst definitief vast te stellen.

Er wordt in elk kieskringhoofdbureau overgegaan tot de vaststelling van het stembiljet.

Het bureau houdt hiervoor rekening met de volgorde van de nummers die toegekend zijn bij de loting bedoeld in artikel 115^{ter}, § 2, eerste lid, van het Kieswetboek.

Aan de kandidatenlijsten die gevraagd hebben om hetzelfde volgnummer te mogen gebruiken als dat welk toegekend is aan een lijst die ingediend is voor de verkiezing van het Europees Parlement, wordt dat volgnummer toegekend, op basis van het daartoe vereiste attest.

Aan de kandidatenlijsten die gevraagd hebben om hetzelfde volgnummer te mogen gebruiken als dat welk toegekend is aan een lijst die ingediend is voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, wordt dat volgnummer toegekend, op basis van het daartoe vereiste attest.

Aan de kandidatenlijsten voor de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap die gevraagd hebben om hetzelfde volgnummer te mogen gebruiken als dat welk toegekend is aan een lijst die ingediend is voor de verkiezing van het Waals Parlement in de kieskring Verviers, wordt dat volgnummer toegekend, op basis van het daartoe vereiste attest.

Le président du bureau principal de la circonscription électorale ou du bureau régional attribue ensuite le vendredi 5 avril 2019, à 14 heures, par tirage au sort, en commençant par les listes complètes, un numéro d'ordre aux listes qui n'en sont pas encore pourvues à ce moment, ce tirage au sort s'effectuant entre les numéros qui suivent immédiatement le numéro le plus élevé attribué, pour l'élection de la Chambre des représentants au sein de la même province. En ce qui concerne l'élection du Parlement de la Communauté germanophone, ce tirage au sort se déroule le vendredi 5 avril 2019, à 16h, entre les numéros qui suivent immédiatement le numéro le plus élevé attribué, pour l'élection du Parlement wallon dans la circonscription de Verviers.

Si, lors de la séance d'arrêt définitif de la liste des candidats, appel est interjeté contre une décision du bureau qui soit concerne l'éligibilité d'un candidat, soit rejette une candidature pour non-respect des dispositions de l'article 116, § 6, du Code électoral, lesquelles sont applicables à l'élection des Parlements de Région et de Communauté en vertu de l'article 7 de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, soit, s'agissant de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand, rejette une candidature à la suite d'une réclamation introduite par un candidat contre l'appartenance linguistique d'un ou plusieurs électeurs qui présentent un autre candidat du même groupe linguistique, la décision définitive concernant la formation du bulletin de vote sera retardée jusqu'au lundi 15 avril 2019, à 18 heures, moment auquel le bureau principal de la circonscription électorale ou le bureau régional se réunira à nouveau pour prendre connaissance des décisions de la Cour d'appel.

CHAPITRE II. — *De la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours prévu par l'article 121 du Code électoral, tel qu'il a été complété, pour l'élection du Parlement européen, par l'article 22, alinéa 2, 5°, littera b), de la loi du 23 mars 1989 relative à ladite élection*

Art. 15. Les appels formés contre les décisions des bureaux principaux de collège statuant sur les réclamations introduites par les candidats contre la déclaration d'appartenance linguistique prescrite à l'article 21, § 2, alinéa 6, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et formulée par des candidats présentés par des électeurs, sont traités par les chambres désignées par le premier président du Conseil d'Etat.

Art. 16. Le vendredi 5 avril 2019, entre 16 et 17 heures, les présidents des bureaux principaux de collège remettent au greffier en chef du Conseil d'Etat, en personne ou par porteur, une expédition des procès-verbaux contenant les déclarations d'appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges relatifs à l'appartenance linguistique dont le bureau principal de collège a eu connaissance. Un inventaire y est joint.

Les pièces visées à l'alinéa 1^{er} sont, au besoin, fournies en copie ou en photocopie certifiée conforme par le président du bureau principal de collège.

Le président dudit bureau indique le lieu où le dispositif de l'arrêt du Conseil d'Etat lui sera communiqué.

Le greffier en chef du Conseil d'Etat vérifie si les pièces sont exactement reprises dans l'inventaire précité; il prend acte de la déclaration faite par le président du bureau principal de collège conformément à l'alinéa 3.

Art. 17. Les parties peuvent déposer au greffe du Conseil d'Etat, le mardi 9 avril 2019, entre 9 et 10 heures, un mémoire ainsi que les documents dont elles entendent se servir. Au mémoire sont joints l'inventaire des documents qui y sont annexés et cinq copies certifiées conformes du mémoire et de l'inventaire.

Chaque partie peut se faire délivrer au greffe du Conseil d'Etat, sans frais, une copie du mémoire et de l'inventaire déposés par l'autre partie.

Art. 18. L'affaire est portée à l'audience, sans convocation, le mercredi 10 avril 2019, à 14 heures.

Le membre de l'auditorat, désigné par l'auditeur général, expose les faits de la cause.

Le président pose aux parties les questions utiles à l'instruction et fixe la date à laquelle l'affaire est mise en continuation.

De voorzitter van het kieskringhoofdbureau of van het gewestbureau kent vervolgens op vrijdag 5 april 2019 om 14u, bij loting, beginnende met de volledige lijsten, een volgnummer toe aan de lijsten die er op dat moment nog geen gekregen hebben, waarbij die loting gebeurt tussen de nummers die onmiddellijk volgen op het hoogste nummer dat voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers binnen dezelfde provincie toegekend is. Wat de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap betreft, gebeurt deze loting op vrijdag 5 april 2019 om 16u tussen de nummers die onmiddellijk volgen op het hoogste nummer dat voor de verkiezing van het Waals Parlement in de kieskring Verviers toegekend is.

Indien, bij de definitieve vaststelling van de kandidatenlijsten, beroep wordt aangetekend tegen een beslissing van het bureau die ofwel betrekking heeft op de verkiesbaarheid van een kandidaat, ofwel een kandidatuur verwerpt omwille van de niet-naleving van de bepalingen van artikel 116, § 6, van het Kieswetboek, die van toepassing zijn op de verkiezing van de Gewest- en Gemeenschapsparlementen krachtens artikel 7 van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, ofwel, wanneer het gaat om de verkiezing van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement, een kandidatuur verwerpt als gevolg van een bezwaarschrift dat ingediend is door een kandidaat tegen de taalaanhorigheid van een of meer kiezers die een andere kandidaat van dezelfde taalgroep voordragen, wordt de definitieve beslissing betreffende het opmaken van het stembiljet verdaagd tot maandag 15 april 2019 om 18 uur, het tijdstip waarop het kieskringhoofdbureau of het gewestbureau opnieuw bijeenkomt om kennis te nemen van de beslissingen van het Hof van Beroep.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep zoals bedoeld in artikel 121, van het Kieswetboek, zoals het voor de verkiezing van het Europees Parlement aangevuld is door artikel 22, tweede lid, 5°, littera b), van de wet van 23 maart 1989 betreffende die verkiezing*

Art. 15. De beroepen tegen de beslissingen van de collegehoofdbureaus die uitspraak doen over de bezwaarschriften die ingediend zijn door de kandidaten tegen de taalverklaring die voorgeschreven wordt door artikel 21, § 2, tweede lid, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement en die geformuleerd wordt door kandidaten die voorgedragen worden door kiezers, worden behandeld door de kamers die de eerste voorzitter van de Raad van State aanwijst.

Art. 16. Op vrijdag 5 april 2019, tussen 16 en 17 uur, overhandigen de voorzitters van de collegehoofdbureaus aan de hoofdgriffier van de Raad van State, persoonlijk of per bode, een uitgifte van de processen-verbaal die de verklaringen van beroep bevatten, alsook alle stukken betreffende de geschillen inzake taalverklaring waarvan het collegehoofdbureau kennis heeft gehad. Een inventaris wordt daarbij gevoegd.

Van de in het eerste lid bedoelde stukken mogen, indien nodig, afschriften of fotokopieën, eensluidend verklaard door de voorzitter van het collegehoofdbureau, worden afgegeven.

De voorzitter van dat bureau wijst de plaats aan waar hem het beschikende gedeelte van het arrest van de Raad van State ter kennis zal worden gebracht.

De hoofdgriffier van de Raad van State gaat na of de stukken nauwkeurig in de voormelde inventaris zijn opgenomen en neemt akte van de door de voorzitter van het collegehoofdbureau overeenkomstig het derde lid gedane verklaring.

Art. 17. Op dinsdag 9 april 2019, tussen 9 en 10 uur, kunnen de partijen ter griffie van de Raad van State een memorie indienen en de stukken neerleggen waarvan zij gebruik wensen te maken. Bij de memorie worden de inventaris van de daarbij gevoegde stukken en vijf voor eensluidend verklaarde afschriften van de memorie en van de inventaris gevoegd.

Elke partij kan ter griffie van de Raad van State, zonder kosten, een afschrift verkrijgen van de door de andere partij ingediende memorie en neergelegde inventaris.

Art. 18. De zaak wordt zonder oproeping gebracht op de terechtzitting van woensdag 10 april 2019 om 14 uur.

Het door de auditeur-generaal aangewezen lid van het auditoraat zet de feitelijke toedracht van de zaak uiteen.

De voorzitter stelt aan de partijen de vragen die hij voor het onderzoek dienstig acht en bepaalt de rechtsdag voor de verdere afhandeling.

Le cas échéant, la chambre ordonne des mesures d'instruction complémentaires et la comparution personnelle du candidat dont l'éligibilité est contestée.

Art. 19. Au jour de l'audience de continuation fixée par le président de la chambre chargée de l'affaire, les parties peuvent prendre connaissance du rapport de l'auditeur sur l'affaire, au greffe du Conseil d'Etat, à partir de 9 heures.

A l'audience, un membre de la chambre résume les faits de la cause et les moyens des parties. Celles-ci sont entendues en leurs observations.

Après cette audition, le membre de l'auditorat donne son avis et les débats sont clos.

Art. 20. L'arrêt est rendu en séance publique au plus tard le samedi 13 avril 2019. Il est déposé au greffe du Conseil d'Etat où les parties peuvent en prendre connaissance, sans frais.

Le dispositif de l'arrêt est porté par télécopie à la connaissance du président du bureau principal de collège, au lieu indiqué par celui-ci.

Le dossier du Conseil d'Etat, accompagné d'une expédition de l'arrêt, est envoyé dans la huitaine au greffier de la Chambre des Représentants.

CHAPITRE III. — Dispositions communes

Section 1^{ère}. — Du prix des copies de la liste indiquant la composition des bureaux de vote et de dépouillement

Art. 21. Le président du bureau principal de canton C pour l'élection du Parlement européen fournit des copies de la liste contenant la composition des bureaux de vote et de dépouillement de son canton électoral contre paiement de :

- 1° 1,65 € par exemplaire, dans les cantons électoraux comptant moins de 25.000 électeurs inscrits ;
- 2° 2,2 € par exemplaire, dans les cantons électoraux comptant de 25.001 à 100.000 électeurs inscrits ;
- 3° 2,75 € par exemplaire, dans les cantons électoraux comptant plus de 100.000 électeurs inscrits.

Si le nombre d'électeurs inscrits n'est pas connu lors de la demande, le nombre d'électeurs inscrits lors des dernières élections sera pris comme base.

Les copies de la liste visée à l'alinéa 1^{er} ne sont délivrées que sur le vu d'un récépissé de versement du montant dû au compte bancaire n° 679-2005791-25 du Service public fédéral Intérieur, Direction générale Institutions et Population, Park Atrium, rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles, mentionnant : « ex. liste composition bureaux électoraux/ canton de ... ».

Section 2. — Des membres des bureaux de vote utilisant un système de vote électronique avec preuve papier

Art. 22. Conformément à l'article 15, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier, les bureaux de vote, utilisant un système de vote électronique avec preuve papier où sont inscrits plus de huit cents électeurs, peuvent comprendre outre le président et le secrétaire, un secrétaire adjoint justifiant d'une expérience en informatique ainsi que cinq assesseurs et cinq assesseurs suppléants .

Section 3. — Des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres des bureaux électoraux

Art. 23. § 1^{er}. Le montant des jetons de présence des membres des bureaux électoraux est fixé comme suit :

- a) - pour les présidents des bureaux principaux de collège pour l'élection du Parlement européen ;
 - pour les présidents des bureaux centraux provinciaux pour l'élection du Parlement wallon ;
 - pour le président du bureau régional pour l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale :
- un montant de 125 € ;
- b) pour les membres et secrétaires des bureaux électoraux visés en a) : 90 € ;
 - c) - pour les présidents des bureaux principaux de province pour l'élection du Parlement européen ;
 - pour les présidents des bureaux principaux de circonscription électorale pour l'élection de la Chambre des représentants ;

In voorkomend geval beveelt de kamer aanvullende onderzoeksmaatregelen alsook de persoonlijke verschijning van de kandidaat wiens verkiesbaarheid wordt betwist.

Art. 19. Op de rechtsdag die door de voorzitter van de kamer die belast is met de zaak, bepaald wordt voor de verdere afhandeling, kunnen de partijen vanaf 9 uur ter griffie van de Raad van State inzage nemen van het verslag van de auditeur over de zaak.

Op de terechtzitting vat een lid van de kamer de feitelijke toedracht van de zaak en de middelen van de partijen samen. De partijen worden in hun opmerkingen gehoord.

Na dit verhoor geeft het lid van het auditoraat zijn advies en worden de debatten gesloten.

Art. 20. Het arrest wordt in openbare terechtzitting gewezen, uiterlijk op zaterdag 13 april 2019. Het wordt neergelegd ter griffie van de Raad van State, waar de partijen er kosteloos inzage van kunnen nemen.

Het beschikkende gedeelte van het arrest wordt per fax ter kennis gebracht van de voorzitter van het collegehoofdbureau op de plaats die deze aanwijst.

Het dossier van de Raad van State wordt met een uitgifte van het arrest binnen acht dagen toegezonden aan de griffier van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

HOOFDSTUK III. — Gemeenschappelijke bepalingen

Afdeling 1. — De prijs van de afschriften van de lijst met vermelding van de samenstelling van de stem- en stemopnemingsbureaus

Art. 21. De voorzitter van het kantonhoofdbureau C voor de verkiezing van het Europees Parlement verstrekt afschriften van de lijst houdende samenstelling van de stem- en stemopnemingsbureaus van zijn kieskanton tegen betaling van :

- 1° 1,65 € per exemplaar in de kieskantons met minder dan 25.000 ingeschreven kiezers;
- 2° 2,2 € per exemplaar in de kieskantons waar het aantal ingeschreven kiezers 25.001 tot 100.000 bedraagt;
- 3° 2,75 € per exemplaar in de kieskantons met meer dan 100.000 ingeschreven kiezers.

Indien bij de aanvraag het aantal ingeschreven kiezers nog niet is gekend, wordt het aantal kiezers die bij de vorige verkiezingen ingeschreven waren, als basis genomen.

De afschriften van de in het eerste lid bedoelde lijst worden uitsluitend afgegeven na overlegging van een ontvangstbewijs van storting van het verschuldigde bedrag op bankrekening nr. 679-2005791-25 van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Algemene Directie Instellingen en Bevolking, Park Atrium, Koloniënstraat 11, 1000 Brussel, met de vermelding : ".... ex. lijst samenstelling kiesbureaus/kanton".

Afdeling 2. — De leden van de stembureaus die gebruik maken van een elektronisch stemsysteem met papieren bewijsstuk

Art. 22. In overeenstemming met artikel 15, eerste lid, 2°, van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk, mogen de stembureaus die gebruik maken van een elektronisch stemsysteem met papieren bewijsstuk waarin meer dan achthonderd kiezers zijn ingeschreven, behalve de voorzitter en de secretaris, een adjunct-secretaris omvatten die blijk geeft van informaticakennis, alsook vijf bijzitters en vijf plaatsvervangende bijzitters.

Afdeling 3. — Presentiegeld en reiskosten van de leden van de kiesbureaus

Art. 23. § 1. Het bedrag van het presentiegeld voor de leden van de kiesbureaus wordt vastgesteld als volgt:

- a) - voor de voorzitters van de collegehoofdbureaus voor de verkiezing van het Europees Parlement;
 - voor de voorzitters van de provinciale centrale bureaus voor de verkiezing van het Waals Parlement;
 - voor de voorzitter van het gewestbureau voor de verkiezing van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement:
- een bedrag van 125 €;
- b) voor de leden en secretarissen van de onder a) vermelde kiesbureaus: 90 €;
 - c) - voor de voorzitters van de provinciehoofdbureaus voor de verkiezing van het Europees Parlement;
 - voor de voorzitters van de kieskringhoofdbureaus voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers;

- pour les présidents des bureaux principaux de circonscription électorale pour l'élection du Parlement wallon, du Parlement flamand et du Parlement de la Communauté germanophone :

un montant de 110 € ;

d) pour les membres et secrétaires des bureaux électoraux visés en c) : 75 € ;

e) pour les présidents des bureaux principaux de canton : 93 € ;

f) pour les membres et secrétaires des bureaux principaux de canton : 37 € ;

g) pour les présidents, membres et secrétaires des bureaux de dépouillement : 19 € ;

h) pour les présidents, membres et secrétaires des bureaux de vote: 28 €.

Le montant des jetons de présence destinés aux présidents, membres, secrétaires et secrétaires adjoints des bureaux de vote qui font usage d'un système de vote électronique avec preuve papier est porté à 40 € lorsque les heures d'ouverture sont prolongées, conformément à l'article 15, alinéa 1er, 3° de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier.

§ 2. Les membres des bureaux électoraux ont droit à une indemnité de déplacement lorsqu'ils siègent dans une commune où ils ne sont pas inscrits dans les registres de la population.

En outre, le président ou l'assesseur visé à l'article 147, alinéa 8, du Code électoral, a droit à une indemnité pour les déplacements qui lui sont imposés par la loi.

L'indemnité prévue aux alinéas 1^{er} et 2 est fixée à 0,20 € par kilomètre parcouru.

§ 3. La déclaration de créance établie sur une formule conforme au modèle annexé à l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres des bureaux électoraux, est faite dans les trois mois de l'élection.

Section 4. — De la couverture des risques résultant des accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux

Art. 24. § 1^{er}. Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur souscrit auprès d'une compagnie d'assurances une police destinée à garantir les dommages corporels résultant des accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux, lors des élections du dimanche 26 mai 2019, tant dans l'exercice de leurs fonctions que sur le trajet aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

§ 2. Outre la couverture des dommages corporels visés au § 1^{er}, cette police d'assurance couvre la responsabilité civile résultant des dommages que les membres des bureaux électoraux pourraient causer à des tiers par leur fait ou par leur faute, tant dans l'exercice de leurs fonctions que sur le trajet aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

Les assurés sont considérés comme tiers entre eux.

Le trajet aller-retour du domicile de l'assuré au lieu de réunion de son bureau s'entend du chemin du travail au sens de l'article 8 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, modifié par la loi du 12 juillet 1991.

§ 3. Par assurés, il faut entendre :

1° les membres des bureaux principaux de collège, des bureaux principaux de province, des bureaux principaux de circonscription électorale, des bureaux principaux de canton ainsi que des bureaux de vote et de dépouillement, à l'exclusion des témoins mais en ce compris les assesseurs suppléants convoqués expressément par le président du bureau pour lequel ils ont été désignés ;

2° pour la couverture du risque décrit au § 2, alinéa 1^{er}, les personnes visées au 1° ci-dessus ainsi que l'Etat belge représenté par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, en sa qualité d'organisateur des élections.

Les membres des bureaux électoraux qui sont soumis au régime institué par la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenant sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, sont exclus de la garantie visée au § 1^{er}.

En cas d'existence d'une ou de plusieurs assurances s'appliquant en tout ou en partie aux mêmes risques que ceux couverts par le présent article, la police d'assurance visée au § 2 n'aura effet qu'à titre supplétif, après épuisement desdites assurances.

§ 4. Le coût de la prime afférente à cette assurance est supporté par un crédit inscrit au budget du Service public fédéral Intérieur.

- voor de voorzitters van de kieskringhoofdbureaus voor de verkiezing van het Vlaams Parlement, van het Waals Parlement en van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap:

een bedrag van 110 €;

d) voor de leden en secretarissen van de onder c) vermelde kiesbureaus: 75€;

e) voor de voorzitters van de kantonhoofdbureaus: 93 €;

f) voor de leden en secretarissen van de kantonhoofdbureaus: 37 €;

g) voor de voorzitters, leden en secretarissen van de stemopnemingsbureaus: 19 €;

h) voor de voorzitters, leden en secretarissen van de stembureaus: 28 €.

Het bedrag van het presentiegeld voor de voorzitters, leden, secretarissen en adjunct-secretarissen van de stembureaus die gebruik maken van een elektronisch stelsysteem, wordt verhoogd tot 40 € wanneer de openingsuren worden verlengd, overeenkomstig artikel 15, eerste lid, 3° van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk.

§ 2. De leden van de kiesbureaus hebben recht op een reisvergoeding wanneer zij zitting hebben in een gemeente waar zij niet in de bevolkingsregisters zijn ingeschreven.

De voorzitter of de bijzitter bedoeld in artikel 147, achtste lid, van het Kieswetboek, heeft daarenboven recht op een vergoeding voor de reizen die hem door de wet zijn opgelegd.

De vergoeding, bedoeld in het eerste en het tweede lid, is vastgesteld op 0,20 € per afgelegde kilometer.

§ 3. De aangifte van schuldvordering, gesteld op een formulier overeenkomstig het bij het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en de reiskosten voor de leden van de kiesbureaus gevoegde model, wordt ingediend binnen drie maanden na de verkiezing.

Afdeling 4. — Dekking van de risico's die voortvloeien uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus kunnen overkomen

Art. 24. § 1. De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken neemt bij een verzekeringsmaatschappij een polis om de lichamelijke schade te dekken die voortvloeit uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus bij de verkiezingen van zondag 26 mei 2019 kunnen overkomen zowel in de uitoefening van hun ambt als op de heen- of terugweg van hun woonplaats naar de vergaderplaats van hun bureau.

§ 2. Behalve de dekking van de lichamelijke schade bedoeld in § 1, dekt deze verzekeringspolis de burgerlijke aansprakelijkheid die voortvloeit uit de schade die de leden van de kiesbureaus door hun toedoen of schuld aan derden zouden kunnen berokkenen zowel in de uitoefening van hun ambt als op de heen- of terugweg van hun woonplaats naar de vergaderplaats van hun bureau.

Ten opzichte van elkaar worden de verzekerden als derden beschouwd.

Onder heen- en terugweg van de woonplaats van de verzekerde naar de vergaderplaats van zijn bureau wordt verstaan de weg naar en van het werk in de zin van artikel 8 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1991.

§ 3. Onder verzekerden dient te worden verstaan:

1° de leden van de collegehoofdbureaus, de provinciehoofdbureaus, de hoofdbureaus van de kieskringen, de kantonhoofdbureaus alsook de stem- en stemopnemingsbureaus, met uitsluiting van de getuigen, maar met inbegrip van de plaatsvervangende bijzitters die speciaal opgeroepen worden door de voorzitter van het bureau waarvoor ze aangewezen werden;

2° voor de dekking van het in § 2, eerste lid, beschreven risico, de personen bedoeld in 1° hierboven alsook de Belgische Staat vertegenwoordigd door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, in zijn hoedanigheid van organisator van de verkiezingen.

De leden van de kiesbureaus die onderworpen zijn aan het regime ingesteld bij de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, worden uitgesloten van de dekking bedoeld in § 1.

In geval van het bestaan van een of meerdere verzekeringen die geheel of gedeeltelijk dezelfde risico's dekken als degene die door dit artikel gedekt worden, vormt de in § 2 bedoelde verzekeringspolis slechts een aanvulling, na uitputting van deze verzekeringen.

§ 4. De kosten van deze verzekeringspremie worden gedragen door een krediet dat op de begroting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken is ingeschreven.

§ 5. La police d'assurance souscrite en exécution du présent article prend effet, selon les catégories de bureaux électoraux, aux dates fixées pour leur première réunion.

Elle expire à la date à laquelle ces bureaux ont accompli l'ensemble de leurs opérations.

§ 6. La prime versée par l'Etat belge à son cocontractant par application de la convention d'assurance conclue en exécution du § 1^{er} fait l'objet d'une ristourne qui s'élève à la moitié de la différence entre quatre-vingt-cinq pour cent du montant de la prime et le montant des débours.

Par débours, il faut entendre les sommes payées pour sinistre de même que les réserves pour sinistres restant éventuellement à régler.

Section 5. — Du remboursement des frais de déplacement à certains électeurs

Art. 25. § 1^{er}. L'arrêté royal du 27 août 1982 relatif au remboursement des frais de déplacement à certains électeurs, modifié par l'arrêté royal du 3 avril 1995, est applicable aux électeurs inscrits sur la liste des électeurs pour les élections du dimanche 26 mai 2019.

§ 2. Les électeurs qui, pour leur déplacement, font usage des lignes de la Société nationale des Chemins de fer belges, peuvent, au lieu de solliciter le remboursement de leurs frais, obtenir un parcours gratuit en deuxième classe en produisant, à la station de départ, leur lettre de convocation à l'élection ainsi que leur carte d'identité.

Outre ces documents, il leur appartient de produire, selon le cas :

- a) un certificat d'inscription dans les registres de la population s'il s'agit d'électeurs ne résidant plus dans la commune où ils doivent voter ;
- b) une attestation de l'employeur établissant qu'ils sont rémunérés par lui s'il s'agit d'électeurs salariés ou appointés en mission à l'étranger ou exerçant leur profession dans une commune autre que celle où ils doivent voter ;
- c) une attestation de la direction de l'établissement d'enseignement constatant qu'ils y sont régulièrement inscrits s'il s'agit d'électeurs qui séjournent en raison de leurs études dans une commune autre que celle où ils doivent voter ;
- d) une attestation de la direction du centre d'accueil, de l'établissement hospitalier, ou de la maison de santé constatant qu'ils y sont hébergés ou qu'ils s'y trouvent en traitement s'il s'agit d'électeurs séjournant, pour des raisons d'ordre médical ou de santé, dans une commune autre que celle où ils doivent voter.

Le titre de transport délivré est valable du vendredi précédant le jour de l'élection jusqu'au lundi suivant. Il ne peut servir au voyage de retour que sur production de la lettre de convocation, dûment estampillée par le bureau de vote.

Section 6. — Du vote par procuration

Art. 26. Le formulaire de procuration à utiliser lors des élections du dimanche 26 mai 2019 est conforme au modèle figurant à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 déterminant le modèle de formulaire de procuration à utiliser lors des élections, tel que modifié par l'arrêté royal du 14 avril 2009.

Le certificat à délivrer par le bourgmestre aux électeurs qui sont autorisés à voter par procuration, conformément à l'article 147bis, § 1^{er}, 7°, du Code électoral, pour cause de séjour temporaire à l'étranger non motivé par des raisons professionnelles ou de service, est conforme au modèle figurant à l'annexe 2 de l'arrêté royal précité du 10 avril 1995, modifié par les arrêtés royaux du 3 mai 2007 et du 14 avril 2009.

Section 7. — Du matériel électoral à fournir par les communes pour les besoins de l'élection

Art. 27. § 1^{er}. Sont applicables aux élections du dimanche 26 mai 2019 :

1° l'arrêté royal du 9 août 1894 relatif au matériel électoral, modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1963 et 16 juillet 1976 ;

§ 5. De verzekeringspolis die wordt genomen in uitvoering van dit artikel begint, naar gelang van de categorieën van kiesbureaus, op de data die voor hun eerste vergadering zijn vastgesteld, te lopen.

Zij verstrijkt op de datum waarop deze bureaus al hun verrichtingen hebben uitgevoerd.

§ 6. De premie die de Belgische Staat aan zijn medecontractant stort met toepassing van de verzekeringsovereenkomst die in uitvoering van § 1 wordt gesloten, is het voorwerp van een terugbetaling die de helft bedraagt van het verschil tussen vijftientachtig procent van het bedrag van de premie en het bedrag van de uitgaven.

Onder uitgaven moeten de bedragen worden verstaan die in geval van schade worden betaald en de reserves voor schade die eventueel nog moet worden vergoed.

Afdeling 5. — Terugbetaling van reiskosten aan sommige kiezers

Art. 25. § 1. Het koninklijk besluit van 27 augustus 1982 betreffende de terugbetaling van reiskosten aan sommige kiezers, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 1995, is van toepassing op de kiezers die zijn ingeschreven op de kiezerslijst voor de verkiezingen van zondag 26 mei 2019.

§ 2. De kiezers die voor hun verplaatsing de lijnen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen gebruiken, kunnen, in plaats van de terugbetaling van hun kosten te vragen, een vrijbiljet tweede klasse krijgen door in het station van vertrek hun oproepingsbrief voor de verkiezing alsook hun identiteitskaart voor te leggen.

Behalve die documenten dienen zij, naar gelang van het geval, voor te leggen:

- a) een getuigschrift van inschrijving in de bevolkingsregisters als het kiezers betreft die niet meer in de gemeente verblijven waar ze moeten stemmen;
- b) een getuigschrift van de werkgever waaruit blijkt dat zij door hem bezoldigd worden, als het bezoldigde kiezers betreft die op zending naar het buitenland zijn of hun beroep uitoefenen in een andere gemeente dan die waar ze moeten stemmen;
- c) een getuigschrift van de directie van de onderwijsinstelling waaruit blijkt dat ze er regelmatig zijn ingeschreven, als het kiezers betreft die op grond van hun studies in een andere gemeente verblijven dan die waar ze moeten stemmen;
- d) een getuigschrift van de directie van het opvangcentrum, de verplegingsinstelling of de gezondheidsinstelling waaruit blijkt dat ze opgenomen zijn of zich in behandeling bevinden, als het kiezers betreft die, om medische of gezondheidsredenen, in een andere gemeente verblijven dan die waar ze moeten stemmen.

Het afgegeven vervoerbewijs is geldig van de vrijdag vóór de dag van de verkiezing tot de maandag daarop. Het mag enkel voor de terugreis dienen op overlegging van de door het stembureau behoorlijk afgestempelde oproepingsbrief.

Afdeling 6. — Stemming bij volmacht

Art. 26. Het volmachtformulier dat moet worden gebruikt bij de verkiezingen van zondag 26 mei 2019, stemt overeen met het model dat als bijlage 1 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot vaststelling van het model van het volmachtformulier voor de verkiezingen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 2009 opgenomen is.

Het getuigschrift dat door de burgemeester afgegeven moet worden aan de kiezers die gemachtigd zijn om bij volmacht te stemmen, overeenkomstig artikel 147bis, § 1, 7°, van het Kieswetboek, omwille van tijdelijk verblijf in het buitenland die niet gemotiveerd is door beroeps- of dienstredenen, stemt overeen met het model dat als bijlage 2 van het voormelde koninklijk besluit van 10 april 1995 opgenomen is, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 mei 2007 en 14 april 2009.

Afdeling 7. — Kiesmaterieel door de gemeenten met het oog op de verkiezing te leveren

Art. 27. § 1. Op de verkiezingen van zondag 26 mei 2019 zijn van toepassing:

1° het koninklijk besluit van 9 augustus 1894 betreffende het kiesmaterieel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1963 en 16 juli 1976;

2° l'arrêté ministériel du 10 août 1894 relatif au matériel électoral, modifié par les arrêtés ministériels des 13 mai 1963 et 6 mai 1980.

§ 2. Dans les cantons électoraux où il est fait usage d'un système de vote électronique avec preuve papier, le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur peut régler par voie d'instructions l'installation des bureaux de vote ou des bureaux principaux de canton ainsi que l'usage du matériel électoral.

Section 8. — De l'heure d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote et de dépouillement

Art. 28. Lors des élections simultanées du dimanche 26 mai 2019 pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté :

1° les bureaux de vote sont accessibles aux électeurs de 8 à 14 heures dans les cantons où il est voté de manière traditionnelle au moyen d'un bulletin de vote en papier et de 8 à 16 heures dans les cantons où il est fait usage d'un système de vote électronique ;

2° les bureaux de dépouillement se réunissent au plus tard à 15 heures dans les cantons où il est voté de manière traditionnelle au moyen d'un bulletin de vote en papier.

Les résultats du dépouillement des suffrages pour les élections de la Chambre des représentants et des Parlements de Région et de Communauté ne peuvent être diffusés le 26 mai 2019 avant 16 heures. Ces résultats ne peuvent l'être avant 23 heures s'ils concernent l'élection du Parlement européen.

Section 9. — Du nombre d'électeurs admis à voter par section de vote dans les cantons électoraux et communes désignés pour l'usage d'un système de vote électronique

Art. 29. Sans préjudice de l'alinéa 2, dans les cantons électoraux et communes où le vote est électronique, le nombre d'électeurs admis à voter par section de vote lors des élections simultanées du dimanche 26 mai 2019 pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté, s'élève à 900, en fonction de la norme de 5 machines à voter par section de vote et de 180 électeurs par machine à voter.

Dans les cantons et communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, ce nombre s'élève à 800, en fonction de la norme de 5 machines à voter par section de vote et de 160 électeurs par machine à voter.

Art. 30. Pour tenir compte des spécificités propres à certaines communes, le nombre d'électeurs admis à voter dans une même section de vote peut être porté à 1.300 au plus.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 32. Notre Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 février 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

2° het ministerieel besluit van 10 augustus 1894 betreffende het kiesmaterieel, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 13 mei 1963 en 6 mei 1980.

§ 2. In de kieskantons waar gebruik gemaakt wordt van een elektronisch stelsysteem met papieren bewijsstuk, kan de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken de installatie van de stembureaus of van de kantonhoofdbureaus en het gebruik van het stemmaterieel regelen via onderrichtingen.

Afdeling 8. — Openings- en sluitingsuren van de stembureaus en de stemopnemingsbureaus

Art. 28. Bij de gelijktijdige verkiezingen van zondag 26 mei 2019 voor het Europees Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlamenten:

1° zijn de stembureaus toegankelijk voor de kiezers van 8 tot 14 uur in de kantons waar er op traditionele manier gestemd wordt door middel van een papieren stembiljet, en van 8 tot 16 uur in de kantons waar er gebruik gemaakt wordt van een elektronisch stelsysteem;

2° komen de stemopnemingsbureaus uiterlijk om 15 uur bijeen in de kantons waar er op traditionele manier gestemd wordt door middel van een papieren stembiljet.

De uitslagen van de stemopneming voor de verkiezingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlamenten op 26 mei 2019 mogen niet worden bekendgemaakt vóór 16 uur. Deze uitslagen mogen echter niet worden bekendgemaakt vóór 23 uur als zij betrekking hebben op de verkiezing van het Europees Parlement.

Afdeling 9. — Het aantal kiezers dat toegelaten wordt om per stemafdeling te stemmen in de kieskantons en de gemeenten die voor het gebruik van een elektronisch stelsysteem zijn aangewezen

Art. 29. Onverminderd het tweede lid, bedraagt het aantal kiezers dat toegelaten wordt om te stemmen per stemafdeling tijdens de gelijktijdige verkiezingen van zondag 26 mei 2019 voor het Europees Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlamenten in de kieskantons en gemeenten waar er elektronisch gestemd wordt, 900, op basis van de norm van 5 stemmachines per stemafdeling en 180 kiezers per stemmachine.

In de kantons en gemeenten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, bedraagt dit aantal 800, op basis van de norm van 5 stemmachines per stemafdeling en 160 kiezers per stemmachine.

Art. 30. Om rekening te houden met het specifieke karakter van bepaalde gemeenten, kan het aantal kiezers dat toegelaten wordt om te stemmen in eenzelfde stemafdeling tot ten hoogste 1.300 gebracht worden.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 31. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 32. Onze Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 februari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2019/40760]

1^{er} MARS 2019. — Loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'augmenter le montant de l'exonération fiscale dont bénéficient les pompiers volontaires des services publics d'incendie et les agents volontaires de la protection civile (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2019/40760]

1 MAART 2019. — Wet tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde ten behoeve van de vrijwilligers bij de korpsen van de openbare brandweer en bij de civiele bescherming het fiscaal vrijgesteld bedrag te verhogen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.